

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS D'ANIMATION D'EXERCICES DE REACTION A  
L'INTRUSION ARMEE POUR FRANCE TRAVAIL BRETAGNE**

Procédure ouverte prévue à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

**Cahier des charges fonctionnel et technique**

**Marché n° : 2502-AC-AO-04**

## **1. PRÉAMBULE**

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024. Cette transformation, qui n'empporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 17 directions régionales. Plus particulièrement, la direction régionale Bretagne de France Travail.

L'organisation de France Travail Bretagne repose sur 1 direction régionale, 1 direction des plateformes de services régionale, 4 directions territoriales chacune compétente sur un département (Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Côtes-d'Armor), 37 agences de proximité.

## **2. CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ**

France Travail Bretagne (anciennement Pôle emploi) dispose d'une quarantaine de sites répartis sur le territoire. Parmi les sites, il y a les agences locales, ouvertes au public, de configurations diverses, quatre directions territoriales, une direction régionale et une plateforme de services.

France Travail s'est engagé début 2019 dans une démarche globale de renforcement des dispositifs de sûreté, en cohérence avec la politique de continuum de sécurité promue par l'Etat. Des partenariats ont été conclus avec la Gendarmerie Nationale (convention signée en juillet 2019) et la Police Nationale (convention signée en décembre 2019).

Dans le cadre de cette démarche, France Travail généralise au sein de ses sites, la réalisation d'exercices réguliers de simulation d'intrusion armée (initiation et recyclage) à destination des agents.

Ces exercices sont organisés par le service sûreté-sécurité. Le prestataire viendra effectuer une partie de ces exercices.

L'animation (contenu et déroulement) doit être similaire sur l'ensemble de la région.

Le service habilité à suivre les prestations auprès du Titulaire est le Service sûreté-sécurité de France Travail Bretagne. Le Titulaire ne devra en aucun cas donner suite à des demandes d'interventions venant d'autres services de la Direction régionale. Les coordonnées de cet interlocuteur unique et modes de contacts seront précisés lors de la réunion de lancement.

### **3. LIMITE DES PRESTATIONS**

France Travail Bretagne fera de son affaire :

- La réservation de la salle, les matériels, équipements (Powerpoint, Wifi) de projection sont mis à disposition titulaire ;
- La transmission des supports ;
- L'envoi des questionnaires de satisfaction ;
- France Travail notamment les managers se chargeront de l'organisation de la logistique sur site et de l'information auprès de leurs équipes.

### **4. DESCRIPTION DETAILLEE DES PRESTATIONS ATTENDUES**

#### **4.1. Public concerné**

Ces animations sont destinées à tous les salariés de France Travail Bretagne.

Pour 2025 et 2026, les exercices d'initiation seront priorisés sur les recyclages. Les sessions d'initiation sont à destination des 2400 agents de France Travail. Il s'agit d'un public varié composé d'encadrants et de non encadrants.

#### **4.2.Lieux d'exécution**

Les animations sont réalisées au sein des sites de France Travail. Un site est soit une agence soit une direction (régionale, territoriale ou plateforme de services). La quasi-totalité de ces sites accueillent du public.

La délivrance des animations se fera uniquement en semaine du lundi au vendredi. La plage horaire se situe entre 9h00 et 17h00. La prestation ne devra en aucun cas dépasser la plage horaire mentionnée ci-avant.

L'annexe 1 du CCFT mentionne la liste des sites bretons concernés par ces prestations ainsi que l'effectif de chaque site. Afin d'optimiser les déplacements, des sessions successives peuvent être commandées par France Travail pour des sites dont l'effectif est élevé.

#### **4.3.Finalité et objectifs des prestations**

Ces prestations doivent permettre aux agents de savoir réagir en cas d'intrusion armée.

Le contenu de l'intervention devra à minima permettre de :

- Comprendre le phénomène de l'intrusion armée (définition, déroulement, risques, les comportements à adopter, etc.) ;
- Apprendre à réagir à celui-ci, en mettant en place des actions réflexes ;
- Réaliser des mises en situation.

Cette animation doit apporter aux salariés de France Travail, une connaissance, une posture et des réflexes permettant de mettre en œuvre des réactions adaptées aux événements de sûreté.

#### **4.4.Animation et organisation des prestations**

Pour une session d'animation, il est prévu un groupe d'environ 30 agents France Travail. Un minimum de 2 animateurs est requis et obligatoire afin de faciliter la réalisation des prestations. En fonction du nombre de participants, le nombre d'animateurs devra être renforcé par le titulaire afin d'assurer la bonne réalisation de la prestation. A titre exceptionnel, certaines (2 ou 3) sessions d'animation peuvent être réalisées pour un grand groupe de maximum 100 participants.

La conception du contenu n'est pas demandée car le déroulé pédagogique et le support de présentation sont déjà connus. Ces documents étant confidentiels, ils seront transmis une fois le marché notifié au titulaire. En cours d'exécution du marché, France Travail se réserve la possibilité de faire évoluer le support.

Il est prévu un brief la semaine précédente chaque session. Ce brief permettra de partager au titulaire, les informations utiles (spécificités, plans, etc.) sur le site et ou sur le groupe.

France Travail se réserve le droit d'annuler, pour raisons de service, toute action dans un délai de quinze jours ouvrés avant la date de début de la session. Toute session annulée dans le délai indiqué ne sera pas due.

Il est à noter qu'aucune prestation ne sera réalisée entre le 15 juillet et 15 août de chaque année.

Concernant l'organisation de l'ensemble des prestations, le service sûreté et sécurité de France Travail conviendra avec le titulaire et les agences de France Travail des dates d'intervention. Le service sûreté-sécurité en lien avec les agences et structure se chargent d'informer les Directeurs d'agences et structures pour organiser les conditions nécessaires aux interventions.

Le nombre de sessions organisées par site sera ajusté en fonction du nombre de participants et de l'effectif du site.

Si plusieurs sessions sont indispensables, elles doivent se dérouler sur des jours consécutifs (cf. annexe 1).

Deux types de prestations d'animation des exercices sont attendues dans le cadre de ce marché.

#### **4.4.1 Les exercices d'initiation**

Les agents n'ont jamais été formés sur ces prestations, il est donc prévu la réalisation de ces exercices sur l'ensemble des agences/structures.

La durée d'une session d'animation initiale est d'une journée soit 7h et est répartie entre de la théorie et de la mise en pratique. L'animation se fera obligatoirement en présentiel alternant la théorie et la pratique.

Le matin sera consacré à une partie théorique (définition d'une intrusion armée, les réflexes, etc.) et une partie pratique.

L'après-midi sera consacrée à des mises en pratiques de réaction à l'intrusion armée au sein du site.

Chaque session d'initiation doit accueillir approximativement 30 à 40 participants.

Les agences resteront ouvertes au public le matin (la prestation/session ne nécessitant pas de déplacement à l'intérieur du bâtiment) et seront fermées au public l'après-midi à l'exception des sites à faible effectif.

L'après-midi, seuls les agents et encadrants participant à une session seront présents, les autres salariés seront en télétravail pour faciliter le déplacement sans contrainte lors des exercices pratiques.

Pour les gros sites avec des effectifs élevés tels que la Direction régionale et la DPSR, il n'est pas exclu d'envisager d'aller jusqu'à un groupe de 100 personnes.

#### **4.4.2 Les exercices de recyclage**

La session d'animation de recyclage en présentiel est d'une durée de 3h répartie entre de la théorie et de la mise en pratique également.

Ces exercices seront à destination des agents ayant déjà suivi les exercices en initiation.

Cette prestation de recyclage sera affirmée et communiquée au titulaire au plus tard fin **décembre 2026**

Une session de recyclage accueille approximativement 20 à 50 participants. Une session de cette taille nécessite à minima une animation par deux (02) intervenants.

Pour ces prestations, les agences seront fermées au public. La plage d'animation (après midi ou matinée) des sessions de recyclage sera déterminée avec les sites.

Des sessions pour des groupes supérieurs à 50 participants pourront être organisés. Dans ce cas, le nombre d'animateurs mis à disposition par le titulaire du marché devra être renforcé en conséquence. Les sites concernés seront déterminés ultérieurement.

#### **4.5. Approche pédagogique**

Il est prévu à minima une demi-journée de travail (réunion technique) avec les animateurs du titulaire avant le démarrage des sessions. Le service sûreté-sécurité se chargera d'accompagner le titulaire pour faciliter la réalisation de la prestation attendue.

Les animateurs participeront à une journée une session animée par France Travail Bretagne, dans une agence bretonne et se fera au plus tard entre fin juin et début juillet 2025.

Ponctuellement, un ou des intervenant(s) issus du service sûreté-sécurité ou de la direction maîtrise des risques pourront assister à une session d'animation. La présence des intervenants internes n'a aucune incidence technique ou financière sur la réalisation des prestations.

Les groupes étant mixtes et composés de stagiaires d'horizons professionnels différents, l'intervenant doit avoir une expérience dans la gestion de groupes.

Les thématiques abordées ainsi que l'approche pédagogique pourront être susceptibles d'évoluer en fonction des consignes de la Direction Maîtrise des risques et des retours faits par les agents et de l'actualité sur le sujet.

Les animateurs devront avoir un discours adapté et les connaissances nécessaires pour répondre aux questionnements sur les problématiques de sûreté.

Les matériels comme l'ordinateur permettant l'animation sont à la charge du titulaire.

#### **4.6. Synthèse de l'action d'animation**

Une synthèse de l'action sous format de bilan écrit est réalisée par le titulaire à destination du service sûreté-sécurité comprenant les informations suivantes :

- l'analyse de la participation des agents (ambiance, participation...) ;
- les points ayant pu être à l'origine de malaises, de soucis, de situations désagréables, etc. ;
- et toute autre information sur le déroulement de l'animation.

Cette synthèse est à transmettre par mail, au service sûreté-sécurité, dans un délai maximum de 20 jours ouvrés à l'issue de chaque prestation.

Un questionnaire de satisfaction dématérialisé sera adressé par France Travail aux participants. Ce questionnaire est interne a été établi par la Direction Maîtrise des risques.

Après chaque session, le service sûreté-sécurité et le titulaire échangeront par visioconférence ou par téléphone, afin de faire le bilan des animations effectuées et de procéder à d'éventuels ajustements pour les sessions à venir. D'autres réunions ponctuelles peuvent avoir lieu.

La 1<sup>ère</sup> session d'animation réalisée par le prestataire est prévue pour juillet 2025.

#### **4.7. Livrables**

Des livrables sont transmis par France Travail et le titulaire.

##### **4.7.1 Livrables transmis par France Travail**

France Travail transmettra, une fois le marché notifié, au titulaire les livrables suivants :

- le kit d'animation ;
- la liste de présence ou la feuille d'émargement.

##### **4.7.2 Livrables transmis par le prestataire**

Le prestataire doit transmettre les livrables indiqués dans le tableau ci-dessous.

NATURE DU DOCUMENT	DATE DE TRANSMISSION	DESTINATAIRES	MOYENS DE TRANSMISSION
Liste de présence ou feuille d'émargement signée	Le 1 <sup>er</sup> jour ouvré à l'issue de l'animation	<b>France Travail</b>	<b>Par mail</b>
Synthèse de la session	20 jours ouvrés à l'issue de la prestation		
Bilan annuel (reprenant les points de synthèse)	30 jours calendaires avant la fin de la période contractuelle		

#### **4.8. Profil des animateurs (intervenants)**

Les animateurs dédiés à ce marché doivent avoir des compétences en gestion de groupe et des compétences sur les questions liées à la sécurité intérieure (connaissance-expérience-profil, etc.). Pour rappel, il est exigé à minima deux animateurs par session.

En l'absence d'un ou des interlocuteurs dédiés pour congés ou absence non prévue, le titulaire du marché informe France Travail. Le titulaire prévoit leur remplacement par des animateurs ayant connaissance du marché en cours avec les mêmes compétences et expériences comme indiqué au paragraphe ci-dessus. Le nom, les diplômes, CV et les coordonnées de ce dernier seront communiqués par courriel à l'adresse suivante : [securite.35076@francetravail.fr](mailto:securite.35076@francetravail.fr) à France Travail Bretagne dans les meilleurs délais pour validation du profil et de l'expérience avant toute intervention.

Au regard de ces éléments, France Travail Bretagne se réserve le droit de refuser le nouvel intervenant.

Le titulaire s'engage à proposer uniquement des intervenants aux profils adaptés à l'objet de la prestation décrite dans le présent CCFT. Ils seront similaires à ceux présentés lors de la remise de l'offre.

## **5. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE**

### **5.1. Interlocuteurs**

#### **5.1.1 Interlocuteur unique du titulaire auprès de France Travail**

Afin de faciliter l'exécution des prestations, et pour assurer un suivi de qualité du marché, le Titulaire dédie un interlocuteur unique, qui est, pour France Travail Bretagne, le référent unique du marché. Cet interlocuteur peut être un des animateurs-intervenants.

Le nom et les fonctions de cette personne sont indiqués dans l'offre du Titulaire du marché, ainsi que ses coordonnées, numéros de téléphone direct et portable professionnels, adresse courriel.

En son absence, le Titulaire du marché prévoit son remplacement par un interlocuteur ayant connaissance du marché en cours. Le nom, les fonctions et les coordonnées de ce dernier seront communiquées au Service sûreté-sécurité de France Travail Bretagne dans les meilleurs délais.

#### **5.1.2 Interlocuteurs de France Travail Bretagne auprès du titulaire**

Les interlocuteurs du Titulaire au sein de France Travail Bretagne sont :

- Le Service sûreté - sécurité ;
- L'acheteuse en charge du suivi de l'exécution contractuelle du marché et du contrôle de conformité technique.

Les coordonnées de ces interlocuteurs seront communiquées lors de la réunion de lancement.

### **5.2. Réunions**

Dans le cadre du présent marché, **une réunion de lancement** sera organisée entre France Travail et le titulaire. Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du dispositif, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel. Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle (animateurs) des prestations.

Cette réunion de lancement a lieu dans les meilleurs délais, suivant la notification du marché. Elle pourra se faire en présentiel ou en distanciel.

La réunion de lancement sera suivie d'une **réunion technique obligatoirement en présentiel** visant non seulement à définir les modalités opérationnelles de réalisation des prestations mais également pour permettre l'appropriation du support par le titulaire. Lors de la réunion technique, le représentant du Titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle (animateurs) des prestations.

A titre prévisionnelle, la réunion technique est prévue entre fin mai et début juin 2025.

Une réunion **annuelle** ou à mi marché sera effectuée afin de procéder à un bilan et de projeter les prestations à venir.

A cette occasion, un retour d'expérience sur les difficultés rencontrées et les anomalies est réalisé et les évolutions souhaitables ou nécessaires sur le plan technique, sur celui des procédures de travail, ainsi que sur l'organisation des relations entre le Titulaire et France Travail Bretagne sont identifiées.

Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes rendus de décisions de réunions sont établis par le Titulaire, transmis à France Travail Bretagne dans les 2 jours ouvrés qui suivent les réunions, et validés par lui.

En cas de difficultés constatées par l'une des parties dans l'exécution des prestations, celle-ci informe sans délai l'interlocuteur désigné de l'autre partie. Dans tous les cas, le représentant du Titulaire met en place l'action corrective et en informe l'interlocuteur de France Travail Bretagne.

## **6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **6.1. Règles de sécurité et de santé**

Toutes les prestations non exhaustives mentionnées dans le présent document devront être réalisées dans le strict respect des règles de sécurité des participants à la formation.

L'exécution des prestations doit également prendre en compte les mesures sécuritaires et sanitaires en vigueur.

### **6.2. Développement durable**

En complément de l'article 6.1 du contrat, le Titulaire doit assister France Travail Bretagne dans sa démarche environnementale. Dans le cadre de ce marché, il apportera sa contribution à cette démarche. Il devra mener des actions visant à :

- réduire la production de déchets, trier et recycler les déchets ;
- réduire ses impressions ;
- optimiser les déplacements et à utiliser des modes de transport propres dans le cadre de la prestation.

## **7. ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE**

### **7.1. Devoir de conseil**

Le Titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller France Travail Bretagne sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, les modalités d'approvisionnement, plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts. Cela englobe aussi les éléments concernant la démarche environnementale qu'il est possible de mettre en place.

### **7.2. Devoir d'information**

Le Titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs de France Travail Bretagne de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de production, relative aux prestations objet du marché.